

– la maison du sport européen –

## Tweets du mois

### [EOC EU Office](#)

@EOCEUOffice Mar 30

The Tokyo [@Olympics](#) will be organised from 23 July to 8 August 2021 and the [@Paralympics](#) from 24 August to 5 September 2021. [@Tokyo2020jp](#) [@iocmedia](#)

### [EurOlympic](#)

@EOCmedia Mar 18

Gerd Kanter, 2008 Olympic Discus Champion from Estonia and Chair of the EOC Athletes' Commission, sends a supportive message to all European athletes: "Stay Smart! Stay Safe! Stay Strong! Stay united!" [#COVID2019](#) [#InspiringSportInEurope](#) [#StaySafeStayHome](#)

### [EOC EU Office](#)

@EOCEUOffice Mar 17

New deadline for Erasmus+ Sport: 21 April <https://twitter.com/EuSport/status/1239966453463318530>

### [EOC EU Office](#)

@EOCEUOffice Mar 16

Check out the statement of the EACEA on the [#COVID19](#) and its consequences for the [@EUErasmusPlus](#) and European Solidarity Corps mobility activities!! [@EuSport](#) [https://eacea.ec.europa.eu/about-eacea/news/news/coronavirus-consequences-for-erasmus-and-european-solidarity-corps-mobility-activities\\_en](https://eacea.ec.europa.eu/about-eacea/news/news/coronavirus-consequences-for-erasmus-and-european-solidarity-corps-mobility-activities_en)

## Table des matières

Editorial 2

### UNION EUROPEENNE ET SPORT

Conséquences de la crise du Coronavirus et réponses de l'UE 3

La crise du Coronavirus impacte les programmes de financement européens donc Erasmus+ 4

Le Green Deal de l'UE 5

Le sport figure dans la stratégie européenne pour l'égalité hommes-femmes 2020-2025 6

La Commission Européenne publie une nouvelle stratégie industrielle 7

Le Partenariat oriental après 2020 9

Droits de l'homme et démocratie : lutter pour la dignité et l'égalité dans le monde 10

### LE COIN DES PARTENAIRES

Le sport favorise le bien être mental – Lancement du projet SPIRIT, mené par ENGSO, à Bruxelles 11

## EDITORIAL

---

Chers lecteurs,

Tout d'abord, au nom de l'ensemble du bureau des COE auprès de l'UE, je tiens à vous souhaiter, ainsi qu'à vos proches, bonne chance et j'espère que vous n'êtes pas directement ou indirectement touchés par le virus Covid-19.

La vie politique et sportive a été complètement bouleversée ces dernières semaines, et la vitesse à laquelle le virus s'est propagé a surpris jusqu'aux experts de la santé. Par conséquent, lorsque nous évaluons la réaction des organisations sportives à la crise, nous ne pouvons pas ignorer le fait que les faits guidant leurs décisions ont été soumis à des changements extrêmement rapides.

Il convient de souligner que lorsqu'il s'agit d'annuler des événements sportifs ou de fermer des installations sportives, la santé de la population et de tous les sportifs doit être la première priorité dans le processus de décision. Il n'y a pas d'alternative et je ne vois pas comment cette approche générale pourrait être remise en cause par les acteurs du sport. Le sport, comme tous les autres secteurs de la société, doit jouer son rôle pour arrêter la propagation du virus.

Toutefois, le défi particulier auquel sont confrontés les décideurs en général et les acteurs du sport à l'heure actuelle est de savoir comment minimiser l'impact social et économique sur leur clientèle respective. Il serait irréaliste et également injuste d'attendre des organisations sportives qu'elles soient en mesure d'élaborer des scénarios alternatifs parfaits en quelques jours, montrant la manière dont les pertes de revenus peuvent être compensées et les opérations sportives maintenues. En tout état de cause, une communication ouverte et claire est nécessaire, sans obligatoirement inclure des solutions parfaites, mais qui identifie clairement les défis et les conséquences possibles.

En ce qui concerne la réaction des États membres, nous assistons actuellement à une course aux aides nationales pour limiter l'impact sur leurs économies. De nombreux dirigeants sportifs sont déjà en communication active avec les gouvernements régionaux et nationaux pour mettre en évidence la situation précaire des fédérations, des clubs ou des athlètes. La proactivité est clairement recommandée dans ces discussions. Dans la concurrence avec d'autres secteurs, il faut s'assurer que l'importance sociale, économique et sociétale du sport organisé soit toujours suffisamment prise en compte lorsqu'il s'agira de soutenir financièrement le sport par des fonds publics.

Folker Hellmund  
Directeur du bureau des COE auprès de l'UE

## UNION EUROPEENNE ET SPORT

### Conséquences de la crise du Coronavirus et réponses de l'UE

Aujourd'hui, l'Europe est l'épicentre de la pandémie mondiale de coronavirus, selon l'OMS. L'arrivée du Covid-19 a obligé de nombreuses organisations sportives à prendre des mesures de précaution, comme le report ou l'annulation d'événements, de réunions et parfois même la cessation de leurs activités. La "Soirée européenne du sport" qui devait avoir lieu à Bruxelles le 16 mars a finalement été reportée. Une nouvelle date sera proposée dès que possible.

La Commission européenne a également reporté son Forum Annuel du Sport qui devait se tenir à Zagreb, en Croatie, les 26 et 27 mars. D'un point de vue politique et économique, diverses mesures ont été mises en œuvre par l'Union européenne depuis le tout début de la crise. Selon l'art. 168 du TFUE, l'UE est habilitée à prendre des mesures de soutien dans le domaine de la santé où elle "encourage la coopération" et "complète les politiques nationales sans les remplacer". L'article 23 du Code frontières Schengen indique que les États membres ont la possibilité d'établir des contrôles à leurs frontières, pour des périodes renouvelables de 30 jours, en cas de menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure. C'est la première fois que des pays européens mettent en œuvre de telles mesures pour des raisons de santé. À la suite de ces initiatives, la Commission a réagi en [présentant des lignes directrices pour les mesures aux frontières visant à protéger la santé de la population](#).

Si les États membres restent les principaux acteurs de la lutte contre la crise, la Commission a mis en place un certain nombre d'initiatives supplémentaires :

- Le 10 mars 2020, la Commission a présenté une nouvelle initiative appelée "[Corona Response Investment Initiative](#)", qui propose de diriger 37 milliards d'euros provenant de moyens non engagés par les Fonds structurels européens qui devraient normalement revenir dans le budget de l'UE de l'année suivante. Ce montant s'élève à près de 8 milliards d'euros et s'ajoutera aux 29 milliards d'euros de fonds structurels pour l'année 2020. Le 13 mars, la Commission a appelé le Parlement européen et le Conseil à approuver rapidement cette proposition. [Cinq jours plus tard, le Conseil a donné son feu vert pour lancer le soutien du budget de l'UE](#).
- Le 19 mars, la Commission a adopté [le nouveau cadre temporaire](#) "qui permet aux États membres d'utiliser toute la flexibilité prévue par les règles relatives aux aides d'État pour soutenir l'économie en cette période difficile", [comme l'a déclaré la vice-présidente de la Commission, Margrethe Vestager](#). La stratégie du cadre prévoit cinq types d'aides :
  1. Subventions directes, avantages fiscaux sélectifs et paiements anticipés
  2. Garanties d'État pour les prêts contractés par les entreprises auprès des banques
  3. Prêts publics bonifiés aux entreprises
  4. Garanties pour les banques qui canalisent les aides d'État vers l'économie réelle
  5. Assurance-crédit à l'exportation à court terme
- Le 26 mars à Bruxelles, [687 députés européens ont participé au premier vote de la session plénière extraordinaire du Parlement européen](#) pour traiter des mesures d'urgence COVID-19. Trois

– la maison du sport européen –

propositions principales ont été approuvées, à savoir l'initiative d'investissement dans le cadre de la réponse Corona, l'extension du Fonds de solidarité de l'UE et la décision de suspendre temporairement les règles de l'UE sur les créneaux horaires dans les aéroports. Ensuite, le Conseil a approuvé la position du Parlement et les mesures adoptées entreront en vigueur dans les prochains jours.

- Le 26 mars, le président de la Commission, La présidente Von der Leyen, a publié des [propositions pour lutter contre les effets économiques de la crise du Covid-19](#). Dans sa déclaration, elle a appelé à une plus grande flexibilité concernant les programmes de financement de l'UE existants : "Dans un premier temps, nous travaillons actuellement à une flexibilisation complète des fonds existants - tels que les fonds structurels. Cela nous permettra d'apporter un soutien immédiat". Il reste à voir quel sera l'impact sur la mise en œuvre de l'initiative d'investissement

Corona Response. Il est intéressant de noter que Von der Leyen a également déclaré que la Commission « *proposerait des changements dans la proposition de CFP qui permettront de faire face aux retombées de la crise du coronavirus. Il s'agira notamment d'un plan de relance qui garantira le maintien de la cohésion au sein de l'Union par la solidarité et la responsabilité* ».

Tous les États membres travaillent sur des régimes de financement nationaux qui vont bien au-delà de l'aide fournie par l'Union européenne. En général, les organisations sportives peuvent bénéficier d'un soutien dès que leur personnel est pleinement employé et que l'organisation exerce des activités économiques.

Étant donné que la propagation du coronavirus se poursuit, l'Union européenne introduit constamment de nouvelles mesures et initiatives pour le soutien des acteurs économiques. Le bureau des COE auprès de l'UE continuera à suivre de près ces activités.

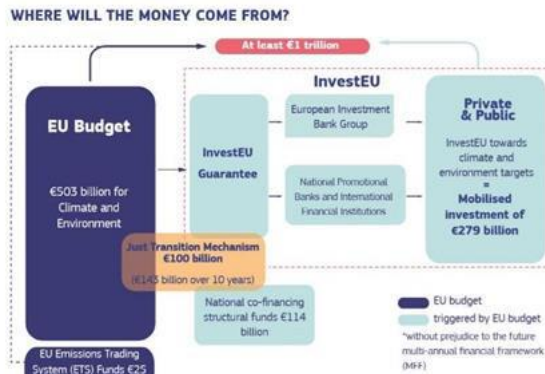
## La crise du Coronavirus impacte les programmes de financement européens donc Erasmus+

L'Agence exécutive "Éducation, audiovisuel et culture" (EACEA), qui est chargée de la mise en œuvre du programme Erasmus+ sport, est l'une des institutions européennes qui est influencée par la crise de la couronne. La mise en œuvre des projets organisés par l'agence est clairement affectée et une grande flexibilité est plus que jamais nécessaire. À cet égard, l'EACEA a publié le 25 mars 2020 des lignes directrices pour les bénéficiaires, les contractants et les experts impliqués dans les projets organisés par l'Agence. Des mesures de flexibilité et des conseils pour les contractants, les bénéficiaires et les experts qui sont touchés par la crise peuvent être trouvés [ici](#).

En outre, l'EACEA a prolongé les délais de plusieurs appels à propositions ouverts. La nouvelle date limite pour toutes les actions sportives Erasmus+ est le 21 avril 2020 (17h00, heure de Bruxelles). Les nouvelles dates limites spécifiques pour la soumission des candidatures peuvent être trouvées en suivant ce [lien](#).

– la maison du sport européen –

## Le Green Deal de l'UE



\*The numbers shown here are net of any overlaps between climate, environmental and Just Transition Mechanism objectives.

En juillet 2019, Ursula von der Leyen a été élue présidente de la Commission européenne avec l'objectif de faire de l'Europe le premier continent neutre sur le plan climatique d'ici 2050, conformément à son message fort "Nous devons agir maintenant ! Même si les États membres de l'UE sont en passe d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris et les objectifs du programme de développement durable des Nations unies pour 2030, il reste encore beaucoup à faire. Le changement climatique et la dégradation de l'environnement constituent une menace existentielle pour l'Europe et le monde, et c'est pourquoi, quelques semaines après avoir prêté serment, la Commission von der Leyen a présenté une nouvelle stratégie globale - le "[Green Deal](#)" européen - en réponse à ces défis.

Cette nouvelle stratégie de croissance vise à transformer l'économie de l'UE pour obtenir une société équitable et prospère en aidant les entreprises européennes à devenir les leaders mondiaux des produits verts et en offrant une aide aux régions touchées par cette transition économique. Elle vise également à protéger, conserver et améliorer l'écosystème de l'UE et à accroître le bien-être des citoyens.

Pour atteindre l'objectif de neutralité climatique, la Commission européenne a publié début mars une proposition de [première](#)

[régulation européenne sur le climat](#), qui vise à atteindre un niveau d'émissions nettes de gaz à effet de serre nul pour les États membres de l'UE et l'UE dans son ensemble, et à garantir que toutes les politiques et tous les secteurs de l'UE contribuent à l'objectif de neutralité climatique. En outre, divers secteurs de l'économie de l'UE doivent prendre des mesures, notamment en investissant dans des technologies respectueuses de l'environnement, en soutenant l'industrie dans ses efforts d'innovation, en déployant des formes de transport privé et public plus propres, moins coûteuses et plus saines, etc. Les propositions de la Commission vont maintenant être examinées par le Parlement européen et le Conseil de l'UE dans le cadre de la procédure législative ordinaire.

En outre, rendre l'UE neutre sur le plan climatique d'ici 2050 nécessite des investissements importants de la part des fonds européens, des États membres et du secteur privé. Pour atteindre cet objectif, la Commission a récemment présenté [le plan d'investissement pour une Europe durable](#), qui est le pilier de l'investissement du "Green Deal". Ce plan mobilisera au moins 1 000 milliards d'euros d'investissements durables au cours de la prochaine décennie par le biais du budget de l'UE (25 % des programmes envisagés dans le nouveau cadre financier pluriannuel et au-delà du CFP) et des instruments associés, en particulier InvestEU.

### L'importance du Green Deal pour le sport

Conformément à la stratégie de la Commission, la participation et l'engagement du public et de toutes les parties prenantes seront essentielles au succès du "Green Deal" européen. Les événements politiques récents montrent que ces politiques ne fonctionnent que si les citoyens sont fortement impliqués dans leur élaboration. Afin d'élaborer un Green



## – la maison du sport européen –

Deal qui convienne à tous, la Commission met en œuvre une deuxième initiative d'action climatique, intitulée "[Pacte européen pour le climat](#)". Elle vise à recueillir les idées et les opinions des citoyens sur les besoins et les activités à mener dans le cadre de ce pacte.

Il y a quelques jours, la Commission a lancé une consultation publique ouverte dans le cadre du Pacte pour le climat pour une période de 15 semaines (jusqu'au 27 mai). Elle donne l'occasion aux citoyens et aux organisations, y compris les acteurs du sport, d'exprimer leurs idées et leurs points de vue sur la manière de

rendre ce pacte aussi efficace, inclusif et ambitieux que possible.

## Le sport figure dans la stratégie européenne pour l'égalité homme-femmes 2020-2025

L'année 2020, marque le 25e anniversaire de la déclaration de Beijing, le premier engagement et plan d'action universel en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Depuis ce moment, des progrès ont été réalisés dans de nombreuses régions du monde, et en particulier au sein de l'Union Européenne, mais jusqu'à présent aucun État membre n'a atteint la pleine égalité entre les sexes. Alors que l'écart entre les hommes et les femmes se resserre dans le domaine de l'éducation, il persiste encore en matière d'emploi, de rémunération, de tâches familiales, de pouvoir et de retraite. De plus, la violence et le harcèlement fondés sur le genre continuent d'atteindre un niveau alarmant et le sport, en tant que partie intégrante de la société, n'est pas une exception en termes de disparités entre les sexes.

En vue de contribuer à la Convention de Beijing et aux objectifs de développement durable (SDG 5), et pour répondre à la mission de l'Union mentionnée dans l'article 8 du TFUE, la Commission a défini [une nouvelle stratégie](#) pour redonner de l'élan à cette politique. L'adoption d'un document stratégique solide confirme bien l'ambition de

la Commission von der Leyen dans ce domaine.

La Commission a divisé sa stratégie en six domaines d'actualité, dans lesquels elle a proposé un certain nombre de mesures prioritaires :

- Mettre fin à la violence et aux stéréotypes ;
- Mener une vie prospère dans une économie fondée sur l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Occuper des postes de direction de manière égale dans l'ensemble de la société ;
- L'intégration de la dimension hommes-femmes et une perspective intersectionnelle dans les politiques de l'UE ;
- Financer des actions destinées à faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'UE ;
- Favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes dans le monde.

Ces mesures concrètes permettront de renforcer l'intégration de la dimension hommes-femmes dans toutes les politiques et tous les programmes de l'UE.

## – la maison du sport européen –

Il est vrai que le sport a déjà été mentionné dans les documents stratégiques de l'UE sur l'égalité des sexes (2010 et 2016), néanmoins, c'est la première fois que l'égalité des genres dans le sport est envisagée dans le cadre stratégique avec comme objectif de "parvenir à une participation égale dans les différents secteurs de l'économie". Notamment, il est souligné que "le cadre stratégique renouvelé pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans le sport favorisera la participation des femmes et des filles à la pratique sportive et à l'activité physique ainsi que l'équilibre hommes-femmes aux postes à responsabilités au sein des organisations sportives". La forme et le contenu exposés ci-dessus n'ont pas encore été dévoilés, mais nous pouvons d'ores et déjà supposer que le document de référence de l'UE sur l'égalité des sexes dans le sport - la proposition d'actions stratégiques de 2014 - sera révisé et que d'autres activités en découleront.

L'égalité des sexes dans le sport sera également examinée dans le volet "financement". La Commission envisage de créer une stratégie d'inclusion et de diversité pour le futur programme Erasmus+ qui fournira des orientations sur la manière dont le

programme peut contribuer à lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes dans tous les secteurs de l'éducation et de la formation, de la jeunesse et du sport.

Par ailleurs, la stratégie reconnaît la nécessité d'éduquer les filles et les garçons pour combattre et prévenir la violence fondée sur le genre, le harcèlement sexuel et la maltraitance des femmes. L'UE présentera une recommandation sur la prévention des pratiques préjudiciables, que le mouvement sportif devra suivre. De plus, la prochaine Stratégie 2020 pour les droits des victimes, qui répond aux besoins spécifiques des victimes, pourrait également présenter un certain intérêt.

La nouvelle stratégie propose un certain nombre d'initiatives et de mesures qui concernent le sport, directement et indirectement. C'est pourquoi, le bureau des COE auprès de l'UE continuera à suivre l'évolution générale, à informer ses partenaires et à contribuer activement au travail de la Commission dans ce domaine, chaque fois que le mouvement sportif sera directement concerné.

## La Commission Européenne publie une nouvelle stratégie industrielle

Le 9 mars, la Commission européenne a présenté [sa stratégie industrielle européenne](#) pour une Europe compétitive au niveau mondial, verte et numérique. L'objectif principal est de stimuler la compétitivité de l'Europe et son autonomie stratégique à une époque où les enjeux géopolitiques se déplacent et où la concurrence mondiale s'intensifie.

La stratégie est clairement liée aux principales priorités de la Commission von der Leyen, notamment en ce qui concerne l'ambition d'aider l'industrie européenne à mener la double transition vers la neutralité climatique et le leadership numérique. Thierry Breton,

commissaire chargé du marché intérieur, a souligné ce point : "L'Europe a l'industrie la plus forte du monde. Nos entreprises - grandes et petites - nous fournissent des emplois, de la prospérité et une autonomie stratégique. Gérer les transitions verte et numérique et éviter les dépendances extérieures dans un nouveau contexte géopolitique exige un changement radical - et il doit commencer dès maintenant".

La stratégie s'articule autour de quatre communications de la Commission :

- Une nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe ;

## – la maison du sport européen –

- La stratégie pour les PME pour une Europe durable et numérique ;
- Plan d'action à long terme pour une meilleure mise en œuvre et application des règles du marché unique ;
- Identifier et traiter les obstacles au marché unique.

La stratégie se concentre sur les entreprises industrielles et met l'accent sur les grandes et les petites entreprises, les jeunes pousses innovantes, les centres de recherche, les prestataires de services, les fournisseurs et les partenaires sociaux. Toutefois, certains éléments pourraient potentiellement intéresser ou influencer les acteurs de l'industrie du sport.

### Une nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe

La communication a souligné les éléments fondamentaux de la stratégie industrielle :

- Une industrie qui ouvre la voie à la neutralité climatique ;
- Une industrie qui façonne l'avenir numérique de l'Europe ;
- Un marché unique plus profond et plus numérique ;
- la qualification et le recyclage de la main-d'œuvre.

En ce qui concerne la contribution à la neutralité climatique, les secteurs industriels *"devraient être invités et incités à définir leurs propres feuilles de route pour la neutralité climatique ou le leadership numérique, grâce à une recherche et des compétences de haute qualité. Un certain nombre de secteurs ont déjà adopté cette approche depuis le lancement du "Green Deal" européen"*. Il faut s'attendre à ce que les demandes de neutralité climatique soient de plus en plus nombreuses à l'avenir pour le mouvement sportif.

En outre, certaines initiatives spécifiques mentionnées dans la communication doivent être suivies de près par les acteurs du sport. La Commission encouragera et financera notamment les entreprises qui développent les

technologies permettant d'atteindre les objectifs en matière de neutralité climatique ou de leadership numérique avec le lancement du partenariat public-privé dans le cadre du programme Horizon 2020. Les compétences des travailleurs seront également à l'ordre du jour avec une mise à jour de l'*"Agenda des compétences pour l'Europe 2030"* et un Pacte européen pour les compétences. En outre, la question de l'utilisation des données par les organisations sportives et d'autres acteurs du sport pourrait potentiellement être influencée par le suivi de la stratégie européenne des données.

Enfin, l'UE va entamer un réexamen de sa politique de concurrence (y compris les aides d'État) afin d'évaluer si son fonctionnement est toujours adapté au monde actuel en rapide évolution.

### Identifier et traiter les obstacles au marché unique

À la suite d'une demande du Conseil européen, la Commission a réalisé une étude portant sur les principaux obstacles signalés par les entreprises lorsqu'elles opèrent dans le marché unique. Certains des obstacles identifiés peuvent conduire à des activités ayant un impact sur le sport. Les notes du document :

- *"Le fait que les producteurs/détenteurs de droits limitent l'accessibilité transfrontalière des contenus dans leur accord de licence de droits d'auteur semble également être une préoccupation (toujours après le règlement sur le géo-blocage). Dans ce contexte, un rapport d'évaluation sur le règlement sur le géo-blocage sera bientôt adopté"*. La vente des droits des compétitions sportives pourrait être affectée par une telle évaluation.
- *"Les incohérences dans les régimes fiscaux des États membres peuvent entraîner des refus de remboursement d'impôt et une double imposition"*. Cette question peut concerner à la fois les impôts indirects et directs et concerne



## – la maison du sport européen –

potentiellement les questions fiscales liées aux jeux/compétitions joués dans différents pays.

- "Selon les associations d'entreprises, les professionnels qui se déplacent d'un État membre à l'autre se heurtent à des obstacles liés à la reconnaissance/l'exercice de leurs qualifications professionnelles et/ou au respect d'autres exigences pour accéder à une profession réglementée". C'est

certainement aussi le cas pour le personnel sportif, en particulier les entraîneurs, car leurs qualifications sont inégalement reconnues dans les États membres.

Le bureau des COE auprès de l'UE continuera à suivre de près les initiatives pertinentes et à informer ses partenaires des différents développements.

## Le Partenariat oriental après 2020

Le 18 mars 2020, la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) ont lancé une communication conjointe intitulée "[La politique du Partenariat oriental au-delà de 2020: renforcer la résilience - un Partenariat oriental qui profite à tous](#)", qui présente les objectifs politiques de l'UE et un plan d'actions pour les relations avec ses voisins orientaux pour les années à venir.

Le partenariat oriental a été lancé en 2009 en tant qu'initiative conjointe de l'Union Européenne. Il a approfondi et renforcé les relations entre les six pays d'Europe de l'Est - Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, République de Moldavie et Ukraine - et l'Union européenne au cours des onze dernières années, tout en promouvant toujours les intérêts de chaque partenaire.

La Commission européenne et le SEAE, estiment que le partenariat oriental contient un cadre solide, qui offre des avantages uniques aux populations d'Europe de l'Est. Après avoir réalisé des progrès précieux dans le cadre du partenariat, il fallait définir de nouvelles priorités pour l'après 2020. Celles-ci proviennent d'un certain nombre de consultations organisées avec les États membres, les organisations de la société civile, les pays partenaires, les institutions

financières, les établissements universitaires et les entreprises.

En s'appuyant sur ces résultats et sur les tâches, buts, objectifs, principes et domaines de coopération déjà convenus, la communication conjointe définit les mesures visant à "*renforcer la résilience, favoriser le développement durable et produire des résultats tangibles pour la société*".

Concrètement, cela signifie que l'UE et ses partenaires s'efforceront de mettre en place un cadre de coopération qui crée, protège, rend écologique, connecte et responsabilise. Les spécifications politiques de ces cinq caractéristiques peuvent être consultées [ici](#).

Bien que la protection du climat et la coopération pour la mise en œuvre du pacte vert européen constituent un domaine de coopération croissant par rapport aux années précédentes, la création de contacts interpersonnels durables, le soutien à l'éducation (non-) formelle et l'autonomisation des jeunes continuent de jouer un rôle principal dans le cadre du partenariat oriental, avec de nouvelles initiatives envisagées et le renforcement des activités actuelles :

- Un nouveau pacte pour la jeunesse, qui comprendra, entre autres, la mise en place d'un programme de mobilité et d'échange pour le partenariat oriental destiné aux jeunes professionnels.

## – la maison du sport européen –

- Le programme Erasmus+ offrira de plus grandes possibilités de mobilité et de renforcement des capacités dans l'éducation formelle et non formelle.
- La participation au Corps européen de solidarité permettra aux jeunes de faire du bénévolat ou de travailler dans des projets qui profitent aux communautés et aux personnes dans toute l'Europe.
- Le programme de bourses pour la société civile et l'initiative des jeunes ambassadeurs européens seront consolidés.
- Le Forum de la jeunesse du partenariat oriental jouera un rôle encore plus important et sera mieux intégré dans le dialogue structuré sur la politique de la jeunesse au sein d'un réseau de conseils de la jeunesse du partenariat oriental, sur le modèle du dialogue structuré interne de l'UE sur la jeunesse.

Même si le sport en tant que tel n'est pas explicitement mentionné dans la communication conjointe, les activités liées à la jeunesse et à la société civile décrites ci-dessus sont nettement pertinentes pour le secteur du sport, tout comme les initiatives

visant à lutter contre les maladies non transmissibles. En effet, l'importance du sport dans le cadre du partenariat oriental a été soulignée dans le document de travail des services conjoints accompagnant la communication conjointe, notamment en lien avec le domaine de la santé publique et du bien-être.

Il est important de noter que les priorités exposées dans cette communication "supportent également la future programmation de l'aide de l'UE pour 2021-2027 (le prochain programme NDICI, les programmes de coopération transfrontalière, l'assistance technique, etc.) ainsi que les documents conjoints entre l'UE et les pays partenaires définissant des priorités communes (par exemple, les priorités de partenariat et les agendas d'association)".

Le sommet du partenariat oriental (UE, États membres et "pays partenaires") prévu en juin 2020 devrait donner mandat aux institutions de l'UE en vue d'élaborer une nouvelle série de résultats concrets qui s'appuient sur les 20 résultats actuels pour 2017-2020.

## Droits de l'homme et démocratie : lutter pour la dignité et l'égalité dans le monde

La Commission européenne et la Haute représentante ont adopté une communication conjointe et un plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie pour 2020-2024. Avec le nouveau plan d'action, l'UE poursuit la mise en œuvre du cadre stratégique pour les droits de l'homme et la démocratie, qui a été adopté en 2012 et mis en œuvre avec les plans d'action 2012 et 2015. Le nouveau plan d'action s'appuiera sur les réalisations des plans précédents et s'attaquera à de nouveaux défis, comme les

nouvelles technologies ou l'environnement mondial.

La Commission a fixé les priorités d'action suivantes :

- Protéger et responsabiliser les individus
- Construire des sociétés résilientes, inclusives et démocratiques
- Promouvoir un système mondial pour les droits de l'homme et la démocratie
- Exploiter les opportunités et relever les défis posés par l'utilisation des nouvelles technologies

## – la maison du sport européen –

- Produire des résultats en travaillant ensemble.

Les priorités comprennent des sujets qui sont pertinents pour le sport et qui pourraient être intéressants pour le mouvement sportif dans le contexte international.

Le nouveau plan d'action est accompagné d'une proposition conjointe au Conseil visant à accélérer et à améliorer la mise en œuvre du plan d'action. Cela permettrait au Conseil d'agir sur les questions relevant du plan d'action par un vote à la majorité qualifiée.

La prochaine étape consistera à transmettre la communication conjointe, le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie (2020-2024) et la proposition conjointe qui l'accompagne au Conseil, qui décidera de l'adoption du plan d'action de l'UE,

notamment en invitant instamment le Conseil européen à l'adopter en tant que politique de l'UE présentant un intérêt stratégique.

Le bureau des COE auprès de l'UE continuera à suivre l'évolution de la mise en œuvre du plan d'action.

## LE COIN DES PARTENAIRES

### Le sport favorise le bien être mental – Lancement du projet SPIRIT, mené par ENGSO, à Bruxelles

Il a été démontré que le sport et l'activité physique ont des effets positifs sur la santé mentale, et de nombreux chercheurs estiment que le sport peut contribuer à prévenir les problèmes de santé mentale.

En vue d'exploiter ce potentiel, l'organisation ENGSO a lancé un projet co-financé par le programme Erasmus+ intitulé SPIRIT (Sport & Psycho-social Initiative for Inclusive Training) visant à développer un cadre pour des clubs sportifs et des entraîneurs bienveillants, inclusifs et responsables qui favorisent le bien-être mental.

Au cours du projet se déroulant de 2020 à 2022, les partenaires collecteront et analyseront des recherches fondées sur le sport et le bien-être mental, ainsi que sur les bonnes pratiques des clubs et des entraîneurs.

En s'appuyant sur cette analyse, des recommandations seront formulées à l'intention des parties prenantes, des clubs sportifs jusqu'aux éducateurs et entraîneurs afin de transformer directement le sport au niveau local et d'élaborer un manuel pour l'entraînement inclusif qui pourra être utilisé dans la formation des entraîneurs.

Pour un impact optimal, un outil d'apprentissage en ligne sera développé en vue de fournir une formation innovante et facile d'accès pour les entraîneurs actuellement en formation et ceux qui souhaitent le devenir. Cet outil sera ouvert à tous et aidera les entraîneurs à prendre conscience de l'impact de leur travail sur le bien-être mental de leurs participants, et à obtenir des outils pour développer leur activité.

– *la maison du sport européen* –

Au cours de ce projet, 13 événements nationaux et internationaux seront organisés dans toute l'Europe pour former des entraîneurs et mettre en pratique les recommandations.

Les partenaires du projet SPIRIT sont, le Conseil international pour l'éducation physique et la science du sport (CIEPSS), Monaliiku - Bien-être et sports pour les femmes multiculturelles, l'Union bulgare pour la culture physique et les sports (BUPCS), Minor-Ndako, Mental Health Finland (MIELI), l'Union des

fédérations sportives de Catalogne (UFEC), la Fondation de la Fédération internationale de tennis de table, le Comité paralympique hellénique et la Fédération flamande d'athlétisme (FAF), ainsi que les partenaires de soutien que sont l'Agence des sports de Flandre et les Loteries européennes.

Le projet SPIRIT a été lancé lors de la première réunion d'équipe, organisée les 2 et 3 mars à Bruxelles, au bureau européen des COE auprès de l'UE



EU  
Office

# RAPPORT MENSUEL

MARS 2020

– la maison du sport européen –